

Le Royaume-Uni, 1900-2000 : de l'empire planétaire au royaume insulaire

François Bédarida

Citer ce document / Cite this document :

Bédarida François. Le Royaume-Uni, 1900-2000 : de l'empire planétaire au royaume insulaire. In: Politique étrangère, n°3-4 - 2000 - 65^e année. pp. 815-826;

doi : <https://doi.org/10.3406/polit.2000.4985>

https://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_2000_num_65_3_4985

Fichier pdf généré le 13/04/2018

Abstract

The United Kingdom, 1900-2000 : from a World Empire to an Island Kingdom, by François Bédarida
Still a hegemonie power at the close of the Victorian period, and able to claim a seat among the Big Three on the morrow of the Second World War (in spite of the fact that the war had destroyed the wealth of the nation), the United Kingdom holds nowadays a position of middle rank power. Nevertheless the ageing lion, whatever its many wounds, has kept its energy and most of all its extraordinary capacity for readaptation. Consequently, it is now necessary to assess two extremes : a bright future based on periodic reevaluation, or a slope of irreversible decline in a country assailed internally by the danger of disruption and externally by its congenital backward moves in Europe.

Résumé

Empire de dimension planétaire et première puissance mondiale au début du XXe siècle, le Royaume-Uni a, en moins de cinquante ans, perdu l'empire et la puissance. Sortie vainqueur des deux guerres mondiales, mais durement atteinte dans ses ressources vitales, la Grande-Bretagne a pourtant su, sous la contrainte, offrir à ses Dominions le cadre souple du Commonwealth, demeurer, sous condition, un allié privilégié des États-Unis, et créer en même temps un Welfare State qui a profondément transformé le pays. Mais un certain mythe de la grandeur l'a prévenue contre la construction européenne, qui se fit largement sans elle. Aujourd'hui, le Royaume-Uni arrive à un tournant de son histoire, à la porte d'une Europe de mieux en mieux structurée, et au sein de structures insulaires en pleine évolution.

François BÉDARIDA

Le Royaume-Uni, 1900-2000 : de l'empire planétaire au royaume insulaire

Empire de dimension planétaire et première puissance mondiale au début du XX^e siècle, le Royaume-Uni a, en moins de cinquante ans, perdu l'empire et la puissance. Sortie vainqueur des deux guerres mondiales, mais durement atteinte dans ses ressources vitales, la Grande-Bretagne a pourtant su, sous la contrainte, offrir à ses Dominions le cadre souple du Commonwealth, demeurer, sous condition, un allié privilégié des États-Unis, et créer en même temps un Welfare State qui a profondément transformé le pays. Mais un certain mythe de la grandeur l'a prévenue contre la construction européenne, qui se fit largement sans elle. Aujourd'hui, le Royaume-Uni arrive à un tournant de son histoire, à la porte d'une Europe de mieux en mieux structurée, et au sein de structures insulaires en pleine évolution.

Politique étrangère

Quand, le 22 janvier 1901, s'est éteinte la reine Victoria, ses sujets ont pleuré en leur souveraine la « reine de Grande-Bretagne et d'Irlande, des Colonies et Dépendances d'Europe, d'Asie, d'Afrique, d'Amérique et d'Australasie, impératrice des Indes, défenseur de la Foi », grand-mère du kaiser d'Allemagne et de la tsarine de Russie. Aujourd'hui, en l'an 2000, l'héritier de la couronne, Charles, prince de Galles, doit se contenter des titres de duc de Cornouailles, duc de Rothesay, comte de Carrick, baron Renfrew, lord des îles et steward d'Écosse. En l'espace d'un siècle, la contraccure est spectaculaire ! Non seulement la *pax britannica* n'est plus qu'un souvenir mais, à l'aube du troisième millénaire, le Royaume-Uni, jadis première puissance mondiale – *Britannia rules the waves* –, se trouve ravalée au rang de puissance moyenne.

La prétention britannique au statut de troisième Grand, telle qu'elle avait été exprimée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, s'est très vite avérée intenable. La pente descendante a été la plus forte. Certes, les tuniques rouges et les bonnets à poil de la Garde sont toujours là, mais le déclin séculaire du royaume est indéniable – un déclin tantôt relatif, tantôt plus que relatif. Quels que soient les efforts déployés par la monarchie pour tenir tête et pour maintenir l'unité et la cohésion de la nation, force est de remarquer que, dans la famille royale, les reliquats de la tradition vertueuse et vénérable de la dynastie des Windsors se réduisent à la reine, au prince consort et à la reine-mère. Signe des temps : aux funérailles de la princesse Diana, le chanteur Elton John a donné une version à peine révisée du morceau qu'il avait composé naguère en hommage à Marilyn Monroe.

Le lion, la licorne et la palingénésie

Le Royaume-Uni a beau avoir été le seul pays en Europe, avec la Suède et la Suisse, à avoir traversé le siècle sans occupation étrangère, sans guerre civile, sans amputation territoriale (la Suède a toutefois dû se séparer de la Norvège) et sans renversement politique (dans la mesure où, au cours de ces cent années, il n'a changé ni de constitution ni de système de gouvernement), le fait demeure qu'il a suivi un parcours malaisé, cahoteux, contrasté, fait à la fois de continuités exemplaires et de mues radicales, de crises et d'embellies, de fractures morales et de métamorphoses existentielles.

Malgré tout, ce qui atteste de la vitalité du vieux lion, affaibli et couvert de blessures, mais toujours renaissant, c'est son exceptionnelle capacité d'adaptation au changement et son extraordinaire pouvoir de *revival* face aux challenges du présent comme du passé. Voilà pourquoi, devant l'évolution de ce pays si difficile à déchiffrer, comme l'avait souligné jadis Elie Halévy, il n'est pas étonnant que deux lignes d'interprétation s'affrontent. Selon les uns, la géologie reste la même, en dépit de la modification constante des couches sédimentaires en surface, si bien que, le poids de l'histoire et du passé aidant, la capacité congénitale des insulaires à l'acclimatation et à l'acculturation leur garantit un avenir digne de leurs antiques traditions. D'autant que l'arbre de la liberté y fleurit toujours et que la paix civile s'y marie avec la démocratie, érigeant ainsi un modèle envié dans maints pays.

Dans l'optique opposée, la pente est jugée irréversible. Même si, après une descente rapide, le pays s'est stabilisé sur une sorte de plateau où il s'efforce de se maintenir au sein d'un groupe de puissances voisines de second rang, même si les performances sur le plan scientifique et technologique et dans certains secteurs économiques demeurent brillantes, le *fatum* est impitoyable : après la fin de l'empire au XX^e siècle, le XXI^e siècle verra la désintégration du royaume.

Il est vrai que, chez les Britanniques, les illusions ont duré longtemps (mais est-ce si différent de ce côté de la Manche ?). En particulier parce que l'impact des guerres mondiales, toutes deux victorieuses – sans parler de la gloire impérissable de l'été 1940 –, n'a pas été mesuré à son juste étalon à l'époque, que ce soit en termes de déchirure démographique ou, plus grave encore, sur le plan de la puissance militaire et de la richesse nationale, tant le prix payé a été lourd. En effet, la Première et encore davantage la Seconde Guerre mondiale ont atteint au cœur les ressources vitales du pays, son capital, sa monnaie, ses marchés – tous ces avoirs accumulés qu'il a été impossible de reconstituer. S'il est vrai que l'euphorie des deux victoires a pu occulter l'étendue de ces pertes irréparables (mis à part chez quelques cerveaux lucides comme celui de Keynes), le réveil n'en a été que plus douloureux.

Le grand tournant se situe dans les années 60 et 70. On peut même le dater avec précision : du trauma de Suez, en 1956, à la colère du *winter of discontent*, en 1979. Jusque-là, le port des insulaires avait gardé son allure altière d'antan. On vivait sur ce que l'on a appelé « *l'interprétation whig de l'histoire* ». Cette vision d'un passé national glorieux, toujours narré comme une *success story*, avait été illustrée, en 1931, par un livre célèbre du grand historien Herbert Butterfield, titulaire de la chaire royale d'histoire à Cambridge. Dans cet ouvrage était dressé un tableau triomphaliste de la marche ascendante du royaume vers la grandeur, la liberté, la constitution et la démocratie, marche inspirée par la religion du pays, le protestantisme, tournée vers l'avenir et le progrès (à l'opposé du catholicisme regardant vers le passé). Curieusement, ce livre débordant d'optimisme et de confiance en soi parut la même année que l'ouvrage non moins célèbre d'André Siegfried, *La crise britannique au XX^e siècle*, qui, sans sonner le glas, adressait au vieux lion fatigué de rudes avertissements. Mais en 1944,

English Social History, le classique de G.M. Trevelyan, archétype des historiens *whigs* et figure éminente de Cambridge, et qui fut, pendant des années, une bible en matière d'histoire nationale, déroulait encore imperturbablement la série, siècle après siècle, des succès de la Grande-Bretagne, terre de progrès continu et sans faille, au point de susciter de la part d'un jeune historien français d'avenir, François Crouzet, un compte rendu critique dans les *Annales*, ironiquement intitulé : « Tout va très bien, Madame l'Angleterre ! ».

Dix ans plus tard, au contraire, tandis que l'euphorie a disparu, les remises en question surabondent. D'un coup, les ressorts du pays paraissent cassés. Crise de la conscience nationale, crise d'identité : tout fuit comme sable entre les doigts. C'est le temps des *angry young men*. Dans le monde des intellectuels, l'atmosphère tourne à l'introspection morose. *Suicide d'une nation ?* titre, en 1963, un livre dirigé par Arthur Koestler et constitué d'articles parus dans la revue *Encounter*. Le premier d'entre eux, écrit par Koestler lui-même, s'appelle significativement « Le lion et l'autruche ». À cette époque, Lawrence Durrell, de sa lointaine Méditerranée, n'emploie que le terme de *Pudding Island* pour désigner son pays. On en arrive parfois même à un véritable vent de masochisme. Aujourd'hui encore, la morosité n'a pas disparu : ainsi Martin Amis déclare-t-il au *Los Angeles Times*, en 1999 : « *L'ennui avec l'Angleterre, c'est qu'elle n'est en tête dans le monde qu'en matière de décadence* », et prévoit-il pour l'avenir un pays de petite capacité, « *comme la Suisse* »...

Il faut dire que la crise du *Welfare State*, considéré comme la grande réussite de l'après-guerre, et l'écart constaté entre la croissance britannique et celle de ses voisins continentaux, en dépit du slogan « *You never had it so good* », aggravent le malaise. Protection sociale, services publics, plein emploi fléchissent. Plus grave : à partir de la fin des années 70, le retour d'un chômage de masse vient bouleverser les équilibres péniblement acquis.

Il n'est pas jusqu'au plan politique où se trouve écornée la réputation pourtant bien établie de la Grande-Bretagne comme modèle d'État stable, dans lequel le système constitutionnel assure un équilibre harmonieux entre l'ordre et la liberté, l'autorité et la responsabilité. Car la tradition de gouvernement par consentement, fondée sur des institutions flexibles et adaptables, est remise en cause par l'incapacité des

élites dirigeantes – que ce soit celles du Parlement, de Whitehall, des experts de l'économie, du patronat ou de la direction des *trade unions* – à faire face aux turbulences tant extérieures qu'intérieures et à la lourdeur des archaïsmes qui paralysent la vie publique. On en vient alors à procéder à une relecture critique, parfois déchirante, du passé dans un sens « révisionniste », à l'encontre de l'optimisme satisfait véhiculé par l'interprétation *whig* de l'histoire. Petit fait symbolique : alors que l'on avait célébré à satiété et pendant des lustres la « *glorieuse révolution* » de 1688, pacifique et non violente, le gouvernement renonce à commémorer le tricentenaire, en 1988, tant ont été mis en relief les épisodes sanglants du renversement de la dynastie des Stuarts.

Au total, le croisement des crises sociales en chaîne, du durcissement des barrières idéologiques (sans grande portée jusque-là) et des flottements d'une politique extérieure éternellement soumise au rôle de « *brillant second* » de la puissance américaine (la *special partnership* est en lambeaux depuis 1945), tous ces facteurs entraînent une succession de secousses déstabilisantes et d'âpres conflits d'esprit « *un-British* » qui menacent la stabilité légendaire de la nation. D'où la prise de conscience qu'une régénération urgente est indispensable et qu'il faut trouver des solutions neuves. Ce mouvement débouche effectivement dans les deux dernières décennies du siècle, ouvrant des voies nouvelles et radicales qui veulent rompre avec les palliatifs lénifiants de naguère comme avec la culture politique traditionnelle de la droite ou de la gauche.

Des cendres de l'Empire à l'Europe à reculons

Aux yeux des jeunes générations britanniques d'aujourd'hui, l'Empire, dont il ne subsiste que des reliques, apparaît singulièrement distant et comme enfoui dans le passé. Et pourtant, le siècle qui avait commencé avec la guerre des Boers – c'est à l'automne 1899 qu'éclatent les hostilités au Transvaal – s'achève avec la remise à la Chine, en 1997 – il y a trois ans seulement –, de la dernière des possessions d'outre-mer, Hong-Kong, joyau des colonies de la Couronne. Le temps est donc loin de l'Angleterre de Kipling et du « *fardeau de l'homme blanc* », quand la supériorité proclamée de la « *race anglo-saxonne* » faisait de la grandeur impériale la pierre d'angle de la puissance du Royaume-Uni.

Sans doute, même à l'âge d'or de l'Empire, le pouvoir colonial avait-il eu largement recours à l'*indirect rule* pour le contrôle de ses possessions, mais « *la plus grande Bretagne* » a constitué tout de même un formidable ensemble de territoires « *peints en rouge sur la carte* » et sur lesquels le soleil ne se couchait jamais : au total, le quart des terres émergées. Au centre de l'édifice trônait l'Inde, où le *Raj* gouvernait 300 millions de sujets. Londres était alors triplement capitale : capitale du royaume et de l'Empire, capitale de la banque et de la finance internationale, et capitale du commerce mondial grâce au plus grand port du monde. La livre sterling régnait souverainement – une supériorité qui durera longtemps, c'est-à-dire jusqu'au jour où la détrôneront successivement le dollar, le yen et l'euro. De surcroît, l'Empire s'avérait à l'intérieur un instrument essentiel d'ordre et de paix sociale. À cet égard, ce n'est pas tout à fait un hasard si son démantèlement, inauguré par l'indépendance de l'Inde, en 1947, a coïncidé avec l'avènement du *Welfare State*.

Si, aujourd'hui, la puissance impériale passée, dont l'éclat dans la première partie du siècle a dominé et imprégné les mentalités insulaires, ne provoque plus que les soupirs de vieilles *ladies* romantiques et de vieux *gentlemen* nostalgiques, il faut néanmoins souligner que les Anglais ont su, au moyen de transitions sagaces et avec beaucoup de finesse politique, jeter des ponts entre la fêrle coloniale d'antan et la marche des peuples colonisés vers l'autonomie puis l'indépendance. D'ailleurs, même au temps du triomphalisme ambiant, l'avenir impérial ne laissait pas de susciter des interrogations chez certains, tant au Colonial Office qu'à Westminster. C'est ce qui explique pourquoi, en matière d'affaires d'outre-mer, on a glissé peu à peu vers des positions plus libérales qui ont conduit progressivement de la domination pure et simple à des formes diversifiées d'association.

Ceci explique aussi pourquoi le processus de décolonisation se déroula de façon plutôt honorable et entraîna bien moins de drames que les expériences belge, française, hollandaise ou portugaise. Au fil des années, on a retrouvé là le talent proprement britannique – et qu'on ne saurait minimiser – du compromis, composante fondamentale de la culture politique nationale : ce qu'Oscar Wilde appelait plaisamment « *l'extraordinaire capacité des Anglais à changer le vin en eau* ».

Dans cette perspective, ce que l'on peut appeler « *l'invention* » du Commonwealth s'est révélée une initiative spécialement ingénieuse. C'est entre les deux guerres que le terme s'est généralisé et est entré dans la pratique pour désigner, au commencement, l'association entre la mère-patrie et les Dominions, territoires avec lesquels subsistaient des liens étroits en raison des nombreuses parentèles croisées et des analogies de culture et de système politique. Toutefois, l'équilibre de ce « *Commonwealth des Nations* » s'est trouvé menacé quand l'Inde et le Pakistan, ayant acquis leur indépendance, ont à leur tour adhéré, en 1947, suivis quelques années plus tard par les pays africains nouvellement indépendants. Sur le moment, seule une petite minorité s'est rendue compte que venait de s'opérer une mue radicale et irréversible. Au contraire, parmi les éléments conservateurs et impérialistes, on a cru trouver là un sujet de réconfort : l'illusion a prévalu que l'ancien Empire vivait encore, habillé de vêtements neufs, sous les espèces du Commonwealth. En fait, cette pseudo-réincarnation, enrobée d'une riche rhétorique, a longtemps prévalu dans le discours public, bien que d'année en année, l'unité du Commonwealth soit devenue plus fictive. Après tout, grâce au mythe ambiant, la Grande-Bretagne ne demeurerait-elle pas une grande puissance à la tête d'une grande famille ? Puis le jour est cependant venu où la chimère a dû céder la place à la sévère réalité.

En vérité, le mirage a coûté d'autant plus cher à la Grande-Bretagne qu'il a largement et durablement contribué à lui faire rejeter l'Europe. Car les mâles déclarations des autorités au cours du second après-guerre ne doivent pas faire illusion : il faut, disait Churchill à Zürich, en 1946, « *recréer la famille européenne* » et « *édifier une sorte d'États-Unis d'Europe* », tandis qu'à la tête du Foreign Office, Ernest Bevin lui faisait écho : « *L'Europe doit s'unir ou périr.* » Mais toute l'élite dirigeante s'accordait en même temps sur un axiome fondamental : il n'appartenait pas au Royaume-Uni de s'engager dans une quelconque (et hasardeuse) construction européenne. Au contraire, sa vocation était de rester à l'écart, fidèle à sa position insulaire. Aussi la règle d'or, pendant des années, a-t-elle été la théorie des « *trois cercles* », stratégie dans laquelle les îles Britanniques, le Commonwealth et l'*English-speaking world* (États-Unis en tête) détenaient la part du lion, l'Europe continentale étant reléguée à la portion congrue d'un dédaigneux troisième rang.

Le résultat est que, dans les années 50, les dirigeants britanniques, portés par l'euroscepticisme absolu régnant sans partage outre-Manche, ont successivement dit « non » au plan Schuman, au traité de Messine et au Marché commun. Faute politique gravissime dont la Grande-Bretagne ne s'est aperçue que bien plus tard et dont elle n'a pas fini de payer le prix. Car lorsqu'elle a finalement intégré la CEE, après tant d'occasions manquées, les temps étaient moins propices : le grand retournement économique mettait fin au boom des années de croissance, et les institutions européennes, façonnées sans elle, se trouvaient mal adaptées aux traditions et aux intérêts de ses insulaires. Mais peut-on d'ailleurs parler de véritable conversion à l'Europe ? S'il est indéniable qu'une européanisation réelle s'est produite dans les modes de vie, la consommation, les échanges et même dans un certain *habitus*, la politique européenne officielle a comporté tant de coups de frein et a été menée avec tant de restrictions mentales que la Grande-Bretagne n'a réussi qu'à moitié, et encore, à convaincre ses partenaires de son esprit européen.

En outre, la question de l'Europe a introduit des lignes de fracture inédites dans l'univers politique. Europhiles, europhobes, eurosceptiques, euro-indifférents se partagent le spectre de l'opinion, non sans fluctuations selon la conjoncture. Donnée paradoxale : tandis que le *Labour* se montra longtemps le plus réticent à l'égard de la construction européenne, c'est le parti conservateur qui se déchire sur le sujet depuis le milieu des années 80. En fin de compte et en dépit des affirmations rassurantes de Tony Blair, la Grande-Bretagne se retrouve aujourd'hui non seulement isolée mais soupçonnée d'être le mauvais élève de la classe : un élève acharné à réduire le grand espoir et l'idéal d'Europe unie à une zone de libre-échange axée sur la marchandise.

Un royaume éclaté

Qui eût cru, pendant les deux premiers tiers de notre siècle, que l'unité du royaume pouvait un jour se trouver menacée, jusqu'à devenir fragile et aléatoire ? L'union entre l'Angleterre et le pays de Galles ne date-t-elle pas de 1536, l'union personnelle des couronnes d'Angleterre et d'Irlande de 1541, et l'acte d'Union entre les deux pays de 1800 ? L'installation d'une dynastie écossaise à Westminster n'est-elle pas chose faite depuis 1603, et le traité d'Union entre l'Angleterre et l'Écosse n'a-t-il pas été signé en 1707 ? Au demeurant,

c'est un fait bien attesté que, depuis le néolithique, quatre peuples historiques se sont partagé les îles Britanniques et que, par la suite, le Royaume-Uni a été le *home* de quatre nations réparties dans quatre pays : Angleterre, Galles, Écosse et Irlande. Or d'aucuns prédisent aujourd'hui, non sans arguments, que le XXI^e siècle verra l'intégration de l'Irlande du Nord à la République et l'Écosse acquérir son indépendance. Ce qui suscite chez les uns résignation, chez d'autres regret et amertume, chez d'autres encore espoir. En tout cas, on peut affirmer que l'anglocentrisme a fait long feu et que plus personne ne parle de « *frange celtique* » comme on le disait encore il y a vingt ans.

Il est vrai que l'État unitaire put progresser jadis au rythme de l'expansion outre-mer, l'Empire offrant aux élites écossaises et irlandaises des moyens d'ascension sociale, de prestige, d'enrichissement, d'apostolat, cependant que les classes « inférieures » y trouvaient des opportunités dans l'armée, le commerce et les rangs subalternes de l'administration. La « britannité » – *Britishness* – et le système impérial ont donc eu longtemps partie liée. Naturellement, ce serait une démarche abusivement réductrice que de voir là la cause principale de l'éveil des nationalismes écossais et gallois. Bien d'autres causes ont joué dans la marche à la dévolution, du pétrole de la mer du Nord aux avantages que les franges périphériques de l'Europe ont retirés du Marché commun, du règne de la mémoire à l'aspiration à se forger une identité.

On a donc pris conscience, bien que ce fût loin d'être une découverte, que le Royaume-Uni était un État multinational en même temps que la société britannique devenait une société multiraciale – autre mutation majeure du second XX^e siècle (lors d'un match récent de l'*European Champions League*, l'équipe victorieuse, le Chelsea Football Club, ne comprenait pas un seul Anglais). La conséquence, c'est que l'identité britannique, si fermement cimentée autrefois et si sûre d'elle-même, s'est mise à vaciller et à se sentir brouillée, voire menacée. Sans doute y a-t-il là un challenge majeur qui devra être franchement et clairement relevé à l'aube du nouveau millénaire.

Pérennité d'une société ?

Le puzzle britannique n'a donc point cessé d'être un puzzle, aussi rétif qu'autrefois à l'intelligibilité par les sciences sociales. Face à cet objet

mal identifié, il est toujours aussi difficile d'élaborer des instruments de mesure fiables ou de définir des critères valides. Très vite, on tombe dans les interprétations subjectives, sans échapper du même coup aux biais tentateurs. Ce que l'on peut tout de même mettre en évidence, ce sont trois caractéristiques saillantes du Royaume-Uni d'aujourd'hui, à savoir le bien-être, l'alliance entre communauté et individualisme, et la quête d'une « *troisième voie* ».

Sur le premier point, il est évident que le *Welfare State* et la croissance ont métamorphosé le pays, l'arrachant à la misère de masse qui prédominait il y a cent ans parmi « *the people of the abyss* ». Souvenons-nous qu'en 1899 les investigations statistiques du pionnier de la sociologie appliquée, l'industriel Seebohm Rowntree, montraient que le tiers des familles ouvrières vivaient en dessous du seuil de pauvreté, en particulier les familles chargées d'enfants en bas âge. En l'espace d'un siècle, le revenu moyen de chaque Britannique a été multiplié par 3,5. À présent, bien qu'une proportion non négligeable de la population vive aux frontières de la misère, et malgré l'accroissement des inégalités au cours de la période récente, l'existence dure, hasardeuse et pauvre de la Belle Époque a fait place au spectacle d'un pays vivant dans l'aisance et le confort, au moins de manière relative, singulièrement mieux nourri, mieux logé et en meilleure santé qu'aux temps édouardiens.

Deuxième donnée où le contraste entre hier et aujourd'hui est éloquent : si le sens de la communauté – nationale ou locale, de quartier ou de génération, de groupe social ou familial – est toujours solidement enraciné chez les Britanniques, l'individualisme a progressé à pas de géant, déstabilisant certains, privant d'autres de leurs repères, développant de nouveaux scénarios à la place des cadres rassurants de l'Angleterre conventionnelle. À coup sûr, la Grande-Bretagne a longtemps donné l'image d'une société stable, légaliste, monogame, centrée sur la famille, soumise aux valeurs victoriennes de moralité, de discipline, de patriotisme et de civisme. Désormais, les normes collectives se trouvent diluées, la *stiff upper lip* s'évanouit, chacun est jugé libre de mener son existence à sa guise, selon son propre code, car les codes sont devenus multiples, relatifs, sans prescription fixe ni obligation. Signe des temps : le taux des divorces, des naissances hors mariage et des avortements est l'un des plus élevés d'Europe. De tout

cela découle une nouvelle citoyenneté, certes bien réelle mais sans modèle commun, fortement individualisée, peu extériorisée et flottant au gré des contraires, à la place de l'unité – souvent teintée d'hypocrisie – des règles et des pratiques d'antan.

Quant à la recherche d'une « *troisième voie* », elle est partie des échecs et des déceptions des années 60 et 70. Il fallait bien inventer quelque chose, puisque les solutions traditionnelles avaient fait long feu. De là le nouveau cours adopté dans les deux dernières décennies du siècle : ainsi se sont succédés la *New Right* et le *New Labour*. En même temps, l'évolution de la société imposait une révision en profondeur des conceptions en vigueur sur le tissu social et l'espace public. Pendant plus d'un siècle, la notion de classe avait dominé les esprits – jusqu'à l'obsession. Ainsi le poète John Betjeman pouvait-il parler encore récemment de ce « *lieu commun omniprésent qu'était, qu'est et que sera toujours pour nous la classe* ». Il y avait là, effectivement, un topique inexpugnable – inspiré non seulement du marxisme mais aussi de la tradition sociopolitique britannique antérieure – et qui imprégnait le langage, les usages, les modes de vie, la façon de se vêtir, le travail, les loisirs, etc. Ce topique se distillait même à la buvette de la Chambre des communes où le contraste était saisissant entre les députés conservateurs dégustant leur *gin and tonic* et les députés travaillistes avalant leur pinte de bière. En 1992, Margaret Thatcher n'y alla d'ailleurs pas par quatre chemins pour fustiger, dans une interview à *Newsweek* et avec sa violence coutumière, le mot lui-même : « *Le terme de classe, affirmait-elle, est un concept communiste. Cela consiste seulement à ficeler les gens en paquets et à les dresser les uns contre les autres.* »

De telles outrances ne sauraient masquer toutefois les divisions et les fractures de la société britannique. Certes, il est devenu de bon ton de prétendre que cette société s'est muée en société sans classe. Mais il s'agit là à la fois d'une absurdité et d'une méconnaissance totale du paysage social d'outre-Manche. Des indices significatifs montrent pourtant combien la posture du Royaume-Uni a changé au cours de la période récente : en témoigne la déroute du *Old Labour* qui reposait sur la triple alliance – aujourd'hui exsangue – des syndicats du charbon, de l'acier et des chemins de fer. De même, le visage de la Chambre des lords a-t-il été sensiblement modifié par la disparition

du plus grand nombre des pairs héréditaires, tandis qu'une commission royale allait jusqu'à recommander d'y introduire des membres élus.

C'est cette volonté de changement qui explique le triomphe de Tony Blair aux élections de 1997. Sa stratégie, fondée sur l'idée de modernisation accélérée du pays, vise avant tout à remodeler le visage de la Grande-Bretagne en lui instillant un nouveau souffle tout en lui gardant son identité et sa spécificité (« *rebranding Britain* »). L'objectif de cette « *troisième voie* » est clair : se frayer un chemin d'avenir entre un capitalisme débridé à visage inhumain et un socialisme dogmatique et obsolète. En ce sens, le Royaume-Uni, « *société résolument moderne, mais aussi résolument archaïque dans ses institutions, ses coutumes et ses croyances* », comme l'écrivait S. Ringen dans un article du *Times Literary Supplement* de 1997 (*The Open Society and the Closed Mind*), se trouve en ce début de millénaire à un carrefour : le *revival* attendu se produira-t-il ?